

**Commission des Pétitions**  
**Commission des Affaires intérieures**  
**Commission de la Justice**

**Procès-verbal de la réunion du 8 mai 2024**

Ordre du jour :

1. **Débat public**  
**2991 Pétition publique - d'Heeschen zu all Zäit an iwwerall erlaabt loossen!**
2. **Conclusions des Commissions**

\*

Présents : Mme Diane Adehm remplaçant Mme Nathalie Morgenthaler, Mme Barbara Agostino, M. André Bauler, Mme Liz Braz, Mme Corinne Cahen, Mme Francine Closener, Mme Claire Delcourt, M. Paul Galles, M. Marc Goergen, M. Max Hengel, Mme Mandy Minella remplaçant M. Gilles Baum, Mme Octavie Modert remplaçant Mme Nancy Arendt épouse Kemp, M. Meris Sehovic, M. David Wagner, membres de la Commission des Pétitions

M. Guy Arendt, M. Maurice Bauer remplaçant M. Marc Lies, Mme Taina Bofferding, Mme Liz Braz, M. Yves Cruchten remplaçant M. Dan Biancalana, M. Marc Goergen, M. Gusty Graas, M. Christophe Hansen remplaçant M. Emile Eicher, M. Max Hengel, M. Fernand Kartheiser, M. Laurent Mosar, Mme Lydie Polfer, M. Meris Sehovic, membres de la Commission des Affaires intérieures

M. Marc Baum, observateur délégué

M. Guy Arendt, Mme Simone Beissel, Mme Liz Braz, M. Alex Donnersbach, M. Georges Engel remplaçant Mme Paulette Lenert, M. Marc Goergen, Mme Carole Hartmann, M. Fernand Kartheiser, M. Laurent Mosar, M. Ben Polidori remplaçant M. Sven Clement, M. Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, M. Laurent Zeimet, membres de la Commission de la Justice

M. Marc Baum, observateur délégué

M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures  
Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

M. Claude Wiseler, Président de la Chambre des Députés

Mme Béatrice Abondio, M. Claude Feyereisen, M. Laurent Knauf, Mme Martine Schmit, du Ministère des Affaires intérieures

M. Pit Bouché, M. Gil Goebbels, M. Laurent Thyès, Mme Michèle Wantz, du Ministère de la Justice

Pétitionnaires : M. Marc Faramelli (auteur de la pétition publique n° 2991), M. Serge Kollwelter, Maître Frank Wies

Mme Roberta Pinto, M. Christophe Li, M. Joé Spier, de l'Administration parlementaire

Excusés : Mme Nancy Arendt épouse Kemp, M. Gilles Baum, M. Fred Keup, Mme Nathalie Morgenthaler, membres de la Commission des Pétitions

Mme Nancy Arendt épouse Kemp, M. Dan Biancalana, M. Emile Eicher, M. Luc Emering, M. Claude Haagen, M. Marc Lies, Mme Nathalie Morgenthaler, membres de la Commission des Affaires intérieures

M. Dan Biancalana, M. Sven Clement, Mme Paulette Lenert, M. Gérard Schockmel, Mme Sam Tanson, membres de la Commission de la Justice

\*

Présidence : Mme Francine Closener, Présidente de la Commission des Pétitions

\*

## 1. Débat public

### 2991 Pétition publique - d'Heeschen zu all Zäit an iwverall erlaabt loossen!

#### Allocutions introductives

Monsieur le Président de la Chambre des Députés, Claude Wiseler, souhaite la bienvenue aux pétitionnaires pour le débat public au sujet de la pétition 2991 qui demande l'autorisation de la mendicité. Ladite pétition ayant obtenu 5 502 signatures, elle permet à leurs auteurs de venir défendre leur cause devant les députés venus nombreux de la Commission des Pétitions, de la Commission des Affaires intérieures ainsi que de la Commission de la Justice. Monsieur Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures et Madame Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, sont également présents.

Madame la Présidente de la Commission des Pétitions, Francine Closener, adresse ses félicitations aux pétitionnaires pour le succès de leur pétition. Il est, selon elle, évident que la thématique suscite un grand engouement auprès du public.

La présidente explique ensuite le déroulement du débat et passe la parole aux pétitionnaires.

#### Introduction par les pétitionnaires

Monsieur Marc Faramelli, initiateur de la pétition publique, souhaite avant toute chose définir le terme « mendier » qui signifie « demander l'aumône, la charité »<sup>1</sup>. L'orateur indique que la mendicité existe dans toutes les cultures. D'ailleurs, le *Knuedeler* (aussi appelé « Place Guillaume II ») à Luxembourg est nommé d'après le *Knued*, le nœud, que jadis portaient les moines franciscains dans leurs ceintures. Ce nœud était une représentation de la pauvreté. L'orateur poursuit en observant que la mendicité est une part inhérente de la condition humaine : l'Homme naît nu, fragile et pauvre. Certaines personnes sont malchanceuses et naissent dans des circonstances précaires qui les forcent à mendier et à vivre en fonction de la solidarité des autres. Le simple fait de mendier est un droit de l'Homme qui ne met pas en danger la sécurité publique.

Le pétitionnaire rappelle que la mendicité ne constitue pas une problématique récente : un projet de loi portant dépenalisation du vagabondage et de la mendicité<sup>2</sup> avait été déposé par l'ancien Ministre de la Justice, Robert Krieps, en 1987 afin de disposer d'une base légale claire. Ledit projet a ensuite été retiré en 1999 en raison d'un avis défavorable du Conseil d'État. Il ajoute qu'une proposition de loi<sup>3</sup>, a récemment déposée par la sensibilité politique *Piraten*, visant à modifier l'article 563, point 6°, du Code pénal<sup>4</sup> qui punit d'une amende « [l]es vagabonds et ceux qui auront été trouvés mendiants ».

Par ailleurs, il note que plusieurs interprétations de l'article du Code pénal susmentionné sont possibles et que la notion de « mendicité » n'est pas définie pour savoir ce qui est de la mendicité simple, agressive ou organisée. En outre, selon le Conseil d'État, les notions de sécurité, de salubrité ou de tranquillité publique sont trop vagues pour constituer une base légale pour l'interdiction de la mendicité au niveau communal<sup>5</sup>. Le pétitionnaire exige l'abrogation de l'article 42 du Règlement général de police de la Ville de Luxembourg qui interdit toute forme de mendicité<sup>6</sup>, l'abrogation de dispositions similaires dans les règlements de police des autres communes concernées, notamment Diekirch et Ettelbruck ainsi que la clarification des termes employés par le Code pénal et les règlements de police communaux en matière de mendicité.

(Le discours intégral de Monsieur Marc Faramelli est annexé au présent procès-verbal.)

## Échange de vues

Madame la Députée Lydie Polfer, également Bourgmestre de la Ville de Luxembourg, indique que la mendicité revient constamment dans les discussions du Collège échevinal et du Conseil communal. Elle indique que depuis décembre 2023, moment auquel elle est redevenue Bourgmestre de la capitale, elle n'a de cesse d'entendre de la part de la Police grand-ducale que la mendicité en bande organisée est en constante augmentation depuis 2011. En relève qu'en 2015, Me Gaston Vogel lui avait adressé une lettre ouverte dans laquelle il se plaignait d'une exacerbation de la mendicité organisée et de l'inaction de la Ville de Luxembourg à cet

<sup>1</sup> Larousse, <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/mendier/50441>

<sup>2</sup> Projet de loi n° 3066 portant dépenalisation du vagabondage et de la mendicité. Consultable sur : <https://www.chd.lu/fr/dossier/3066>

<sup>3</sup> Proposition de loi n° 8354 modifiant l'article 563 du Code pénal. Consultable sur : <https://portal.chd.lu/wps/myportal/km/Home/Documentation/RoleDesAffaires?action=doDocpaDetails&id=8354>

<sup>4</sup> Art. 563, point 6°, du Code pénal. Consultable sur : [https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/code/penal/20240308#chapter\\_86](https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/code/penal/20240308#chapter_86)

<sup>5</sup> Projet de loi n° 7993 portant modification de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, Chambre des Députés Grand-Duché de Luxembourg, <https://www.chd.lu/fr/dossier/7993>

<sup>6</sup> Ville de Luxembourg, Règlement général de police modifié du 26 mars 2001. Consultable sur : <https://www.vdl.lu/fr/vivre/aides-et-services/aider-les-personnes-en-difficultes/limitation-de-la-mendicite-et-aides-sociales>

égard. Il y relevait observer chaque matin devant son étude d'avocats une dizaine de personnes se répartissant des points stratégiques de la capitale pour y mendier. À la suite de cette lettre ouverte, l'oratrice indique avoir reçu de nombreux témoignages, appuyés par des photographies, de la part de citoyens se lamentant de l'ampleur de la mendicité organisée et agressive. Ces témoignages et photographies, la Bourgmestre les a fait parvenir à l'ancienne Ministre des Affaires intérieures, Madame Taina Bofferding.

De ses échanges avec le Procureur général et la Police grand-ducale, il en est sorti que les autorités n'étaient pas en mesure de démontrer qu'il s'agissait de mendicité organisée. Le Procureur général demandait d'autres moyens légaux pour enquêter et récolter des preuves afin de démontrer la mendicité organisée. C'est pour cette raison que le Règlement général de police de la Ville de Luxembourg a été modifié.

Parallèlement, l'oratrice tient à souligner que la Ville de Luxembourg emploie soixante-quinze équivalents temps plein dont la mission est d'apporter un soutien aux personnes les plus démunies. En outre, la problématique de la mendicité est également intimement liée au trafic et à la consommation de drogues.

Monsieur Marc Faramelli dit comprendre les raisons invoquées par la Bourgmestre de la Ville de Luxembourg, mais il considère que la formulation actuelle de l'article 42 du Règlement général de police est de nature à blesser et à décourager les gens miséreux de mendier pour leur survie.

Monsieur le Député David Wagner estime que l'interdiction de la mendicité combat les pauvres et non la pauvreté. Il relève qu'une distinction est fréquemment faite entre mendicité simple et mendicité organisée, mais il se demande ce qu'englobe exactement la mendicité organisée. D'une part, il y a des réseaux structurés où les personnes qui font la manche doivent ensuite remettre leur récolte à une tierce personne qui en profite. D'autre part, il peut aussi y avoir des groupes d'individus qui mendient ensemble par solidarité et sécurité. Mendier est un travail.

Maître Frank Wies, accompagnant l'initiateur de la pétition, explique que la notion de mendicité organisée suscite des discussions en droit pénal. Il est important que le Code pénal précise ce qui est interdit et ce qui ne l'est pas. À l'heure actuelle, la loi pénale ne définit pas suffisamment la mendicité organisée et donc, l'enquêteur ne dispose pas d'éléments suffisants pour caractériser l'éventuelle infraction pénale. La mendicité organisée, constitue-t-elle de la traite d'êtres humains, de la criminalité organisée ou bien autre chose ?

Monsieur le Député Meris Sehovic estime qu'il résulte clairement de l'article 563 du Code pénal que la mendicité simple n'est pas prohibée. Les discussions autour de cet article sont selon lui « de la politique purement symbolique ». Il note d'ailleurs que le Gouvernement n'a, à ce jour, pas déposé de projet de loi visant à clarifier la disposition. Enfin, l'orateur souhaite savoir ce qui a amené Monsieur Faramelli à déposer la présente pétition.

Monsieur Marc Faramelli explique qu'il a toujours donné un peu d'argent aux personnes faisant la manche. Selon lui, les mendiants ont également le droit de dépenser cet argent pour consommer une bière, par exemple. Il estime que la salubrité pourrait être améliorée en augmentant le nombre de toilettes publiques.

Monsieur Serge Kollwelter, accompagnant l'initiateur de la pétition, fait savoir qu'il a participé à l'action de protestation organisée le 15 janvier 2024, premier jour de contrôles policiers après l'entrée en vigueur de l'interdiction de la mendicité dans certaines rues de la capitale. L'orateur estime qu'il faut donner une voix aux mendiants. Cependant, il se dit conscient qu'une pétition publique soutenant l'interdiction de la mendicité aurait probablement obtenu de

nombreuses signatures également. Il indique que nul n'est à l'abri de se retrouver dans une situation dans laquelle sa survie réside dans la mendicité.

Madame la Députée Taina Bofferding, ancienne Ministre des Affaires intérieures, considère que sa position en la matière est connue de tous. Elle indique regretter les nombreux amalgames présents dans les discussions et les débats sur la mendicité, y compris à la Chambre des Députés.

L'oratrice explique que lors qu'elle a rejeté l'article 42 du Règlement général de police de la Ville de Luxembourg, ce fut dans le cadre d'un contrôle de légalité et non pas d'un contrôle d'opportunité. En outre, elle relève que la Bourgmestre insiste sur le fait que l'interdiction ne vise pas à incriminer la mendicité simple, alors même que l'article 42 porte sur la mendicité simple. Elle relève que par le passé, les règlements de police ne devaient pas être approuvés par le ministre, d'où le fait que les règlements de police d'Ettelbruck et de Diekirch ont pu interdire la mendicité.

La députée conclut que la mendicité simple ne peut être limitée et que le Code pénal est suffisant pour agir contre les formes agressives de mendicité.

Maître Frank Wies aurait aimé que la Commission consultative des droits de l'homme, engagée dans la lutte contre la traite des êtres humains, fut contactée dans le cadre de ces discussions. Quant à l'interdiction de la mendicité simple, il renvoie à l'article 37 en vertu duquel un droit fondamental ne peut être restreint qu'en application du principe de proportionnalité<sup>7</sup>.

Monsieur le Député Marc Goergen estime que l'interdiction de la mendicité met en péril la survie des mendiants. Il se dit ravi du fait que la Police n'ait pas adopté une politique de répression systématique. L'orateur se demande même si la lutte contre la mendicité organisée n'a pas servi de prétexte pour interdire la mendicité simple. En outre, le problème de l'article 563, point 6°, du Code pénal est connu depuis 2014 et à ce jour, aucun Gouvernement n'a agi pour y remédier.

Monsieur le Député Marc Baum explique que l'exposé de Monsieur Faramelli a permis de démontrer que la mendicité est inhérente à la condition humaine et qu'elle existe dans toutes les cultures et les religions. Même si la Police s'est abstenue de réprimer la mendicité simple, aucun mendiant n'a été aidé par le Règlement général de police de la Ville de Luxembourg. Il demande aux pétitionnaires si pour eux, le Code pénal actuel est suffisamment clair et s'il suffit de le respecter, ou s'ils souhaitent une intervention du législateur.

Monsieur Marc Faramelli souhaite une abolition claire de l'article 563, point 6°, du Code pénal, accompagnée d'une nouvelle disposition portant exclusivement sur la mendicité agressive.

Maître Frank Wies partage cet avis et souligne que si la Chambre intervient pour clarifier l'article 563, point 6°, du Code pénal, il faut qu'elle n'interdise pas la mendicité simple.

Monsieur Serge Kollwelter estime que la capitale pourrait faire davantage pour aider les plus démunis, bien qu'il faille admettre que la Ville de Luxembourg n'est déjà pas inactive en la matière. Il rappelle que le Gouvernement au pouvoir avait annoncé que la lutte contre la pauvreté serait l'une de ses priorités. L'orateur préconise l'organisation d'un *Aarmutsdësch* dans l'objectif de prendre des mesures concrètes.

---

<sup>7</sup> Art. 37 de la Constitution : « Toute limitation de l'exercice des libertés publiques doit être prévue par la loi et respecter leur contenu essentiel. Dans le respect du principe de proportionnalité, des limitations ne peuvent être apportées que si elles sont nécessaires dans une société démocratique et répondent effectivement à des objectifs d'intérêt général ou au besoin de protection des droits et libertés d'autrui. »

Monsieur le Député Maurice Bauer, qui est également Premier échevin de la Ville de Luxembourg, tient à clarifier que l'attitude non répressive de la Police grand-ducale n'est pas une conséquence de l'action de protestation mentionnée par Monsieur Serge Kollwelter. En outre, la Ville de Luxembourg prend régulièrement des initiatives pour venir en aide aux mendiants et aux sans-abris et est en échange constant avec les travailleurs sociaux. Tous les acteurs publics du Luxembourg sont engagés auprès de diverses associations actives dans ce secteur.

L'orateur note également que lorsque les villes de Dudelange, d'Ettelbruck et de Diekirch ont interdit la mendicité dans leurs règlements de police respectifs, il n'y a pas eu de manifestations.

Monsieur Marc Faramelli indique que la capitale comptant plus de 114 000 habitants, il est naturel que sa politique suscite plus l'attention du public que celle des autres communes. De plus, il se dit conscient que l'attitude adoptée par la Police n'est pas le résultat de l'action de protestation organisée, mais il la salue tout de même.

Monsieur le Député Fernand Kartheiser émet deux remarques. Premièrement, il indique qu'il existe au sein de la classe politique un consensus selon lequel la mendicité simple est autorisée. Toutefois, il est certain, selon l'orateur, qu'il existe certaines causes prépondérantes à la mendicité et que celles-ci devraient être mieux combattues par la politique. Deuxièmement, à travers de son voyage avec l'UNICEF en Roumanie, le député fait un lien entre la criminalité dure et la mendicité organisée. Il explique qu'il s'agit là d'une situation d'une gravité exceptionnelle et qui doit être entravée. C'est pourquoi, il ne faudrait pas définir trop strictement la mendicité.

Enfin, l'orateur est d'avis que la mendicité simple devrait aussi être encadrée, notamment en ce qui concerne la mise en scène de mutilations ou d'animaux pour susciter la compassion du public. Il demande l'avis des pétitionnaires sur cette question.

Monsieur Marc Faramelli estime que seules les formes organisées et agressives de mendicité doivent être encadrées. De plus, il est convaincu que si des bandes criminelles organisées de mendicité existent, elles commettent certainement d'autres infractions ce qui permet de les poursuivre.

Madame la Députée Lydie Polfer signale que les formes organisées et criminelles sont interdites de longue et que pourtant, la situation n'a cessé d'empirer. Selon la Police grand-ducale, la mendicité organisée comprend au niveau inférieur les « ramasseurs », les « chefs » qui sont localisés en France, suivi des vrais chefs qui sont introuvables. Surtout, pour prouver qu'il y a mendicité organisée, il faut dans un premier temps, prouver l'acte de mendier.

Monsieur Serge Kollwelter estime que ces camps de mendiants aux frontières n'existent plus et ne sont que des légendes urbaines.

Maître Frank Wies considère que les propos de la Bourgmestre de la Ville de Luxembourg mettent en évidence que la lutte contre la mendicité organisée et agressive, par le biais de dispositions légales, aurait dû avoir lieu au niveau national et non au niveau communal.

Monsieur le Député Laurent Mosar réfute le propos de Monsieur Kollwelter selon lequel la Ville de Luxembourg ne fait pas assez pour aider les plus démunis et rappelle que le budget social de la capitale a doublé en seulement trois ans. Qui plus est, il existe un consensus visant à retirer la mendicité simple du Code pénal et à mieux y encadrer la mendicité organisée et la mendicité agressive. Il demande à Maître Frank Wies s'il est d'avis que ces notions doivent être mieux définies.

Maître Frank Wies répond par l'affirmative, mais il insiste sur le fait que la définition devrait figurer dans la loi et non pas dans un règlement communal.

Monsieur Marc Faramelli tient à se prononcer sur la notion de « mendicité agressive ». Il existe des mendiants qui se montrent plus persistants en abordant directement les personnes, mais pour lui cela ne correspond pas à de l'agressivité. Il considère que la mendicité ne peut être qualifiée d'agressive que lorsqu'il y a usage de force physique ou lorsque des enfants sont instrumentés contre leur gré. En outre, si des mendiants décident de s'associer entre eux, cela ne constitue pas de la mendicité organisée tant qu'il n'y a pas d'extorsion.

Monsieur Serge Kollwelter tient à préciser qu'il ne revient pas uniquement à la Ville de Luxembourg d'agir, mais aussi à l'État. Il cite à titre d'exemple le fait qu'une personne de 25 ans n'étant pas inscrite dans un établissement scolaire ou universitaire et vivant dans la rue, ne peut pas prétendre au Revenu d'inclusion sociale (REVIS). La situation est identique pour les réfugiés de moins de 25 ans. Il est tout aussi nécessaire d'instaurer une couverture universelle des soins.

### **Intervention de Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et de Madame la Ministre de la Justice**

Monsieur Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures, annonce que le Gouvernement prend la lutte contre la pauvreté au sérieux et qu'il a pour objectif d'adopter des mesures adéquates et efficaces en la matière. Cependant, il souligne que le Gouvernement actuel n'est en place que depuis cinq mois et que de telles choses ne peuvent être réalisées instantanément.

Le Ministre des Affaires intérieures note que le pétitionnaire mentionne dans sa pétition que la Police doit disposer des ressources nécessaires pour faire face à la mendicité organisée. Ceci démontre que le pétitionnaire partage l'avis selon lequel la Police grand-ducale ne dispose actuellement pas de suffisamment de ressources pour agir efficacement contre la mendicité organisée. Les discussions à ce sujet ont débuté dès 2008 mais ce n'est que plus récemment, en raison de l'aggravation de la situation, que la problématique a été considérée sérieusement.

Quant au Règlement général de police de la Ville de Luxembourg, il explique que cette dernière a intenté un recours contre la décision de l'ancienne ministre. Lorsqu'il a pris ses fonctions de Ministre des Affaires intérieures, il n'avait plus qu'au 15 décembre 2023, soit trois semaines, pour faire parvenir ses conclusions écrites au tribunal saisi de cette affaire. Les photographies et divers témoignages mentionnés par la Bourgmestre, Madame Lydie Polfer, n'ont été ajoutés à l'instruction de l'affaire qu'une fois qu'il est devenu ministre. Des avis juridiques qu'il a sollicités, il résulte que le Code pénal fait usage d'un jargon désuet et dépassé. L'orateur indique également avoir pris connaissance de l'affaire *Lacatus c. Suisse*<sup>8</sup>. Il constate simplement que Maître Frank Wies et lui-même ont une interprétation divergente de cet arrêt, au vu des spécificités de l'affaire précitée, et des conséquences juridiques qui découlent de cet arrêt pour les Etats membres du Conseil de l'Europe.

En outre, d'autres communes avaient déjà pris l'initiative d'interdire la mendicité sur leur territoire, mais il est certain que la décision de la capitale a fait l'objet d'un écho plus important. En revanche, même si les règlements de police communaux n'étaient pas soumis à un contrôle de légalité de la part du ministre de tutelle, il n'en demeure pas moins que tout ministre a l'obligation de signaler toute disposition contraire à la Constitution. Il se demande pourquoi la ministre de l'époque ne l'a pas fait en 2020 pour les communes d'Ettelbruck et de Diekirch.

Le projet de loi n° 8335 relative à la sécurité, la sûreté, l'ordre et la vidéosurveillance dans les transports publics et modifiant la loi du 5 février 2021 sur les transports publics<sup>9</sup> déposé par l'ancien Gouvernement mentionne au quatrième paragraphe de la page 2 de vouloir lutter

<sup>8</sup> CEDH, 19 janvier 2021, *Lacatus c. Suisse*, n°14065/17.

<sup>9</sup> Document de dépôt consultable sur : <https://wdocs-pub.chd.lu/docs/exped/0144/137/289378.pdf>.

contre « la présence de personnes errantes » dans les transports publics qui « importune[nt] ou incommode[nt] les autres usagers par des incivilités ou des infractions mineures. ». De plus, à l'article 7, paragraphe 3, il était prévu de sanctionner « le fait de mendier » dans les transports publics d'une amende administrative.

Enfin, le Ministre indique travailler sur un avant-projet de loi visant à harmoniser quelque peu les règlements de police communaux. Il n'y est pas question de mendicité, mais une harmonisation s'impose tout de même. Le *Platzverweis*, c'est-à-dire le fait de pouvoir prendre une mesure de déguerpissement envers une personne, doit également être renforcé pour permettre à la Police de pouvoir assurer la sécurité et la salubrité de l'espace public<sup>10</sup>.

Madame Elisabeth Marque, Ministre de la Justice, fait savoir qu'elle travaille sur un avant-projet de loi censé supprimer le point 6° de l'article 563 du Code pénal.

Quant à la prohibition de la mendicité agressive, celle-ci est réglée par les articles 342 à 347 du Code pénal. Les dispositions relatives à la mendicité doivent cependant être modifiées, notamment afin de supprimer des notions désuètes telles que « vagabond ». En effet, par le passé, « vagabond » était employé pour désigner une personne sans domicile et sans emploi. La France et la Belgique l'ont déjà fait, le Luxembourg doit emboîter le pas. C'est pourquoi, le Ministère de la Justice prévoit de réaliser une réforme plus générale du Code pénal.

En tout état de cause, il importe de donner à la Police grand-ducale les moyens nécessaires pour enquêter et récolter des preuves dans des situations de traite d'êtres humains. Un projet de loi en ce sens est également prévu.

## **Mot de clôture du pétitionnaire**

Monsieur Marc Faramelli remercie les députés et les ministres présents pour ce débat très enrichissant. Il estime, cependant, qu'il est nécessaire de mieux communiquer aux mendiants de la Ville de Luxembourg qu'ils peuvent continuer à mendier sans avoir peur d'être sanctionnés. Éventuellement, il serait également intéressant de leur distribuer des flyers présentant les divers endroits où ils peuvent obtenir de l'aide.

## **2. Conclusions des Commissions**

La Commission des Pétitions, la Commission des Affaires intérieures et la Commission de la Justice, réunies en huis clos, adoptent les conclusions suivantes :

Les députés s'engagent à traiter l'avant-projet de loi annoncé par la Ministre de la Justice sur la suppression du point 6°, article 563, du Code pénal, dès que celui-ci aura été déposé.

En outre, il est décidé de soumettre une demande de recherche juridique en droit comparé à la Cellule scientifique sur la définition et la caractérisation des notions de « mendicité », « mendicité simple », « mendicité organisée » et « mendicité agressive », ainsi que d'établir un état des lieux des politiques étrangères en la matière.

Luxembourg, le 8 mai 2024

**Procès-verbal approuvé et certifié exact**

<sup>10</sup> Des informations à ce sujet peuvent être consultées sur : <https://www.chd.lu/fr/node/2052>.





Lëtzebuerg, den 8. Mee 2024.

Moien,

et ass mir eng Éier hei an dësem Haus dierfe Virstelleg ze gi mat engem Uleies. Et geet also haut ëm d'Petitioun Nummer 2991 mam Titel: "d'Heeschen zu all Zäit an iwwerall erlaabt loossen!"

Wat ass d'Zil vun dëser Petitioun: Heeschen ass Deel vum Recht op Selbstbestëmmung am Sënn vun de Garantien déi am Artikel 8 an der Europäescher Mënscherechtskonventioun verankert sinn. Et sollt am Fong just kënnen ageschränkt gi wann een aner Leit aggressiv ugeet oder/a zum Beispill a Bande géif heesche goen. D'Police sollt och do déi néideg Ressource kréie fir géint esou eppes virzegoen, mee individuell sollt jidderee "passiv" heesche kënnen, also sech dierfen dohi setze mat engem Behälter an op Spenden hoffen, ouni natierlech de Passage ze behënneren.

Zur Motivatioun: Jidderee kann duerch Schicksalsschléi an déi mësslech Situatioun geroden op Hëllef vun aneren ugewisen ze sinn. Wann een dann esou aarm drun ass, dat een heesche muss, sollt een net och nach kriminaliséiert ginn an dem en dem Mënsch och nach déi Méiglechkeet hëlt. Et ass also am Interessi vun eis all an an der Hoffnung dat een ni heesche muss!

Et geet also hei just em dat einfacht "passiivt" oder friddlecht Heeschen, net ëm aggressiv Formen, Ausbeutung a Mënschenhandel, Drogekonsum a Beschaffungskriminalitéit an nach aner Inzivilitéiten, fir dat d'Gesetz scho Strofe virgesäit.

Laut Duden ass d'Definitioun vun heeschen: "betteln" - "um Almosen bitten" (<https://www.duden.de/rechtschreibung/betteln>), de Larousse seet fir mendier "demander l'aumône, la charité." (<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/mendier/50441>)

Een Almosen [vum algriicheschen eleemosýne „Matleed, Erbaarmen“] (<https://de.wikipedia.org/wiki/Almosen>); eng Aumône ass eng Gouf ouni dat een sech eng Contrepartie dovun erwaart.

An alle Kulture gouf geheescht. Indien ouni Heescheleit wier ondenkbar. Am Laos si zum Beispill buddhistesch Bettelmënche haut nach respektéiert Léit.

Mee och eis Kultur kennt dat Heeschen. Allerdéngs fäerten déi meescht, villäicht 99,9% vun de Leit, an Aarmut ze geroden. Sie wëllen da villäicht och net drun erënnert ginn, dat et Aarmer gött. Si wéilten et am léifsten ausblenden.

Mee et gött och e puer wéineger déi ee Liewen an Aarmut wielen. Wësst dir zum Beispill wat ee Knuedler ass? Ma, esou nennt de Lëtzebuerger, villäicht e bësse mat Spott, ee Franziskaner Mönch (<https://lb.wikipedia.org/wiki/Knuedler>). Dem seng Tunique gött bis haut mat engem Seel (Cingulum) fest gemaach an doru sinn dréi deck Kniet drun, an ee Knuet dovu symboliséiert d'Aarmut (<https://de.wikipedia.org/wiki/Franziskanerknoten>)!

Net wäit ewech do wou d'Gemeng haut trount, op der Place Guillaume, de Knuedler am Volleksmond, war esou em 1250 ee Franziskaner Klouschter.

Mäi Papp ass vu Gubbio an Umbrien gewiescht an do gött déi Legend gezielt, datt de Franz vun Assisi engem ale Wollef, den d'Awunner bedrot huet, gutt zougeschwat huet, an dunn hätten d'Leit de Wollef gefiddert a koume mat em kloer. Et ass also vu menge Wuerzelen hier evident, dat ech e bëssen ee Fan vum Franz vun Assisi sinn.

Als Jong vun engem räichen Stoffhändler wor de Franz am Ufank ee Lebemann den an de Krich gezunn ass an dunn no enger Verletzung, ob säin Hab a Gutt verzicht huet an ee Liewe wéi de Jesus wollt féieren a verschidde Kléischter uechter Europa gegrënnt huet.

Hie wor also trotz Aarmut kee Lidderhanes an d'Kierch wor villäicht frou datt hinnen all déi Güter zougefall si vu senge Sympathisantinnen a Sympathisanten.

Mee zréck bei de Sujet: Mir kommen all plakeg op d'Welt, kréie vermittlech ee Schock (ka mech net méi esou genau dorun érenneren) an dann no éischten Andréck schlofe mir villäicht an. Mee e beemol mécht sech Honger breet a mir heesche, jo kräichen esou guer, em Narung. Am Fong gi mir an extremer Aarmut gebuer a wieren eleng net iwwerliewensfäeg.

Et kann een da frou si wann een an enger virsuerglecher, aisierterer Famill op d'Welt kennt. Mee do fänken d'Ënnerscheeder schonn un: gewëss Kanner si méi fragil, hu villäicht een Handicap an/oder si ginn an äermlech Verhältnisser era gebuer. Och wa mir musse goen, enges Daags, hu mi just eist d'lescht Hiem un. De Fait dat mir da vun deenen aneren ernäert oder betreit ginn, ass een Akt vu Solidaritéit ënnert de Mënschen.

Dir gesitt op wat ech eraus well: **Heeschen ass imminent mam "Mënsch sinn" verbonnen an huet à la Base näischt anrühleges.**

Ech ginn Iech e Beispill: Et kéim jo keen op d'Iddi Iech d'Heekelen oder d'Strecken ze verbidden. Dir bestëmmt op dir dat maacht oder net. Elo stellt Iech fir et kéim zu engem Heekel-Boom an immens vill Leit géifen heekelen. Viru Jore gouf et mol esou Aktiounen fir Bänke, Beem a Poteauen anzeheekelen, mengen "Urban-Knitting" nennt sech dat. Jo, da kéint dat ee bemol zu enger Plo ginn. Zum Beispill géife Sécherheetsschelder agehekelt a wieren domadder net méi gutt ze erkennen, da misst de Legislatuer dat liicht aschränken, mee e kéint d'Heekelen net komplett verbidden. Elo ersetzt "Heekelen" mat "einfachem Heeschen".

Dee Verglach vun engem komplette Waffeverbuet am Bezuch op dat einfacht Heeschen ass Kabes. Firwat? Ma d'Recht op Waffen ze besetzen ass ganz strikt reglementéiert, awer net komplett verbueden (kuckt d'Police, d'Armée, d'Jeeër, d'Sportler)! Ausserdeem kënnt dir engem anere mat Waffen en eeschte Kierperschued zou féieren, wat ganz schwéier mat engem Becher ze maachen ass. D'ëffentlech Sécherheet gett net gestéiert duerch en Heeschert dee friddlech do sëtzt.

Wann d'Heeschen am Code penal komplett verbuede wier, wieren och Leit an extremer Nout betraff, wéi déi Fra aus dem Lăcătuș-Urdeel, an dat verletzt dann och d'Konventioun vun de Mënscherechter. Et stéiert mech also gewaltig wann een dat Heesche generell verbitt, wéi et an eisem Code pénal mol de Fall wor.

Wéi ech den 18 Dezember 2023 den Artikel am Tageblatt << Bettelverbot / Menschenrechtsanwalt: „Als würden Sie Geschlechtsverkehr verbieten, um Vergewaltigungen vorzubeugen“ >> (<https://www.tageblatt.lu/headlines/menschenrechtsanwalt-frank-wies-als-wuerden-sie-geschlechtsverkehr-verbieten-um-vergewaltigungen-vorzubeugen/>) gelies hat vum Maître Frank Wies, wor ech revoltéiert. Mee wat kéint ee maachen?

Dunn hunn ech spontan déi Petitioun opgesat a mech gefrot ob se iwwerhaupt duerchkéim, a wa jo, ob se vill Ënnerschrëfte kréich? Vue dat et op de soziale Reseauen nëmmen esou wimmelt vun Horrorkommentaren, mat einfachste Léisungen, wor ze befierchten et géife just +/-100 Sympathisante ginn an da wier et dat gewiescht!

ler d'Petitioun den 12 Januar 2024 fräigeschalt gouf, konnt ee jo och na net anen, wéi eng monster Polemik zu dem Sujet iwverhaapt géif vum Zonk briechechen.

Mee elo sinn ech ëm sou méi frou, dat d'Petitioun esou ee groussen Echo fonnt huet an et vill Leit eben net egal ass, wann eng Persoun am Kullang läit an op e puer Su hofft.

1987 huet de Robert Krieps, deemolege Justizminister, deen sech jo och mat Erfolleg agesat huet vir Doudesstrof ofzeschaffen, de "Projet de loi portant dépenalisation du vagabondage et de la mendicité" (<https://www.chd.lu/fr/dossier/3066>) op den Instanze Wee gescheckt.

Loosst mech do kuerz aus der Introductioun zitieren: **"Cette incrimination médiévale ne se justifie plus à aucun titre. Le simple fait de ne pas mener une vie sédentaire et réglée comme les autres ne saurait entraîner à lui seul une sanction pénale. Dans une société pluraliste basée sur le respect d'autrui, tous les modes de vie doivent pouvoir être acceptés, même s'ils ne répondent pas l'idéal propagé par les classes qui se veulent dirigeantes."** (Robert Krieps)

E weidert Zitat, vun enger Madame oder Monsieur vun der Santé (ech weess et net), J. Federspil, ass och haut nach brandaktuell: **"Il est injuste et inefficace de pénaliser une personne en détresse extrême, qui ne dispose pas du strict minimum pour vivre dignement et surtout qui n'a pas de logement et ce parfois indépendamment de sa propre volonté. Cette sanction, qui semble avoir comme but de mettre la société à l'abri des plus pauvres, n'a aucune valeur, elle n'est pas une mesure à renforcer la sécurité publique, car le sans-abri, après avoir passé quelques heures au cachot est remis en liberté et continue à errer dans les rues et à mendier."**

De Conseil d'État wor deemols net esou waarm dofir an de Projet ass 1999 erëm zréck gezu ginn.

Den 1. Februar 2024, no der ganzer Polemik em den Artikel gouf, des Kéier vun de Piraten ee Projet de Loi, méi genau eng "Proposition de loi modifiant l'article 563 du Code pénal" agereecht. 1987 bis 2024: et gëtt also hei an enger Vitesse geschafft wéi mir se vum Bommeleeër Dossier kennen! (<https://www.chd.lu/fr/dossier/8354>)

Ech wor mir och op eluxemburgensia.lu bei de Statec d'Statistike vun 1987 bis 1999 ukucken, dono verschwannen en se ënner der Rubrik "autres infractions" et goufen oft manner wéi 20 Fäll d'Joer, vermuttlech vu Leit déi eng deck opgefouert hunn.

(<https://viewer.eluxemburgensia.lu/ark:70795/p3twgw167s/pages/545/articles/DIVL20686?search=Mendicit%C3%A9>)

No der EU-Osterweiderung 2008 explodéiert awer dann e beemol d'Unzuel u Protokoller, Procès Verbaux'en, laut engem Artikel am Land "Le Luxembourg et les Roms - Strumm schiebes!" anscheinend 639 fir 2008 an esou guer 1 636 fir 2009.

(<https://www.land.lu/page/article/790/3790/DEU/index.html>)

An dem Kontext erkläert sech dann och wuel firwat um Dag vum hellege Martin, dir wësst deen dee säi Mantel gedeelt huet, den deemolege Procureur eng Aart Note un d'Police geschéckt huet. Ass déi Uweisung ieren nach en Vigueur a wat steet genau do dran? Ech hat eng Ufro gemaach dat Dokument ze kréie, mee déi ass mir refuséiert ginn!

Et ass eng holpreg Formulatioun am Gesetz vum 28. August 2008, déi zu dem Bréif gefouert huet. Ech zitieren aus engem PV vun der "Commission juridique" vun 2015: **"L'oratrice [d'Madame Martine Solovieff] renvoie à un courrier du 11 novembre 2009 de Monsieur le procureur général d'Etat adressé au Directeur de la Police Grand-Ducale («[...] supprimé à l'article 563 du Code pénal le point 6°, disposition relative à la mendicité qui n'est dès lors plus punissable et en conséquent je vous prie de bien vouloir inviter les membres de la police à ne plus dresser de procès-verbal en la matière sauf si les éléments de l'infraction de mendicité en réunion sont donnés.») l'informant que l'infraction de la mendicité simple a été abrogée.**

**La notion même de «mendicité» mériterait d'être définie de manière plus univoque."**

(<https://wdocs-pub.chd.lu/docs/exped/129/518/152187.pdf>)

Also si während 15 Joer just wéinst einfacher Heescherei (mendicité simple) kaum PV'e geschriwwen ginn, wat dann och erkläert firwat et wéineg Prozesser gouf. Mee de Parquet général, huet mir awer 5 pseudonymiséiert Urteeler iwermëttelt, wou et oft zu engem Melange teschend aggressiver Heescherei an einfachem Heesche koum. An deene konstanten Urteeler vun 2009, 10, 11, 12 an engem Appel vun 2017 vum Tribunal d'Arrondissement vun Dikrech ass do glas kloer dat d'"Mendicité simple" net bestroft gëtt (Zitat: "le fait de mendier n'est pas sanctionné par la loi pénale"):

<https://anon.public.lu/D%C3%A9cisions%20anonymis%C3%A9es/Tribunal%20d%27arrondissement%20Diekirch%20p%C3%A9nal/Chambre%20p%C3%A9nal/2009/20091203-TAD-525a-accessible.pdf>

<https://anon.public.lu/D%C3%A9cisions%20anonymis%C3%A9es/Tribunal%20d%27arrondissement%20Diekirch%20p%C3%A9nal/Chambre%20p%C3%A9nal/2010/20100624 TAD 525 pseudonymis%C3%A9-accessible.pdf>

<https://anon.public.lu/D%C3%A9cisions%20anonymis%C3%A9es/Tribunal%20d%27arrondissement%20Luxembourg%20p%C3%A9nal/12 Chambre%20correctionnelle/2011/20111011 TAL12 3005 pseudonymis%C3%A9-accessible.pdf>

<https://anon.public.lu/D%C3%A9cisions%20anonymis%C3%A9es/Tribunal%20d%27arrondissement%20Luxembourg%20p%C3%A9nal/12 Chambre%20correctionnelle/2012/20120117 TAL12 310 pseudonymis%C3%A9-accessible.pdf>

<https://anon.public.lu/D%C3%A9cisions%20anonymis%C3%A9es/Tribunal%20d%27arrondissement%20Diekirch%20p%C3%A9nal/Chambre%20p%C3%A9nal/2017/20171026 TAD 510a-accessible.pdf>

Am leschten Urteel vun 2017, vermuttlech iwwert d'Police Reglement vun Ettelbréck, wollt ech nach op ee Passage vun der Note de Plaidoirie vum Parquet agoen:

"Comme le législateur n'a pas corrigé le texte de loi voté en 2008, on ne peut actuellement plus parler d'une erreur matérielle qui se serait glissée dans le texte.

Au vu des polémiques qui ont eu lieu en été 2015 sur la mendicité à Luxembourg-Ville, l'erreur aurait été rectifiée, s'il y avait eu erreur.

Le 6° point de l'article 563 a dès lors été abrogé et le code pénal ne punit plus cette contravention."

Dëst contestéiert dann awer den Avis juridique am Optrag vum Här Gloden vehement, mee den Avis blennt dann awer aus wat dono kennt:

["Dans une affaire not. : 1374/009DD le Tribunal de police de Diekirch a d'ailleurs d'ores et déjà vidé ce point en décidant par jugement n° 293/2009 du 20.10.2009 « attendu que la loi ne punit pas la mendicité individuelle, mais seulement le fait de mendier en réunion.»

Se pose alors la question si la Commune d'(...) était habilitée à la réinstaurer par le biais d'un règlement communal ?]

**Le nouveau règlement général de police dans sa version du 3.2.2016, comporte en effet dans son chapitre III Ordre Public l'article 45 : « La mendicité est interdite sur le territoire de la Ville d'(...) ».**

[Le pouvoir réglementaire communal se limite dans ce domaine au maintien du bon ordre dans les lieux publics.

Ainsi, les corps municipaux n'ont pouvoir de réprimer sur leur territoire que des actes contraires au maintien du bon ordre dans les lieux publics.]

Se pose toutefois la question de savoir si la mendicité sans menaces, ni en réunion, partant sans constituer de gênes, ni de troubles pour les passants, est effectivement une question d'ordre public et peut de ce fait être prohibée par un règlement communal ?

Ne s'agit-il pas au contraire d'une liberté pour des personnes démunies de quêter l'aumône auprès des habitants plus fortunés de la Commune et à les inviter à un acte de solidarité ?

Compte tenu de la terminologie du Chapitre V qui traite des articles 342 à 347 du Code pénal, à savoir « Les délits contre la sécurité publique commis par des vagabonds ou des mendiants », la mendicité ne semble être prohibée que si elle se cumule avec l'une des circonstances spécifiées dans ce chapitre, la mendicité simple ne mettant pas en danger la sécurité publique.

[Par application de l'article 95 de la Constitution, le tribunal de police devrait dès lors décider de ne pas appliquer l'article 45 du nouveau règlement général de police dans sa version du 3.2.2016, puisque non conforme à la loi et d'acquitter P1) pour avoir mendié.]"

Ech wor awer och déi consolidéiert Code Penale kucken, déi eigentlech keng Valeur juridique hunn, mee just een Iwwerbléck verschafe sollen. Do steet deen Artikel 563 punkt 6 alinéa 1 dann och ëmmer dran. Allerdéngs taucht dann ab September 2017 bis haut eng Note am Code Pénal op: "(1) Loi du 29 août 2008 : « A l'article 563 du Code pénal, le pont(sic) 6 du deuxième alinéa est supprimé. » Il s'agit vraisemblablement d'une erreur de formulation car il n'a jamais existé d'alinéa 2 à l'article 563. Il se dégage des travaux préparatoires de la loi que le législateur voulait en réalité non pas abolir le point 6 de l'alinéa 2, mais l'alinéa 2 du point 6. **Les autorités judiciaires considèrent que le point 6 a été abrogé dans son intégralité.**"

([https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/code/penal/20240308#art\\_563](https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/code/penal/20240308#art_563))

Wéi soll dann do ee Justizabel elo nach wësse wat Saach ass?



Ech wéilt, obschonn ech net Jurist sinn, un 2 allgemeng akzeptéiert Gesetzprinzipien erënneren: NULLUM CRIMEN, NULLA POENA SINE LEGE ("kee Verbriechen, keng Strof ouni Gesetz") an IN DUBIO PRO REO ("am Zweiwelsfall fir den Ugekloten"), déi hei an der onklorer Situatioun bestätegen, datt de Fait friddlech ze heeschen, ouni e Passage oder eng Entrée ze verstoppen, net kann als Stéierung vun der ëffentlecher Sécherheet ugesi ginn an dofir och net ka bestrooft ginn.

Et ass onverständlech, datt d'Stad Lëtzebuerg sech op e vereelzten Artikel baséiert, deen net vum Parquet applizéiert gëtt, fir d'Kriminaliséierung vum einfachen Heeschen op de meeschte kommerzielle Plazen an der Stad ze berechtegen, an et wier also, wann een hirer eegener Logik konsequent follegt u sech illegal, vue dat de Code pénal fir iwverall gëllt, fir gläichzäiteg d'Heeschen op manner kommerzielle Plazen an der Stad oder op der Gare erlaabt ze loossen.

Ausserdeem, ugeholl datt d'Norm vum Code pénal nach a Kraaft wier, da wier an dësem Zenario dat einfacht Heeschen um ganzen Territoire vu Lëtzebuerg als Land an zu all Moment verbueden. Wat géint de Geescht vum Lăcătuș Uerteel vum 19 Januar 2021 geet, dat d'Fräiheet ob Selbstbestëmmung garantéiert duerch den Artikel 8 CEDH/ECHR, ([https://www.echr.coe.int/documents/d/echr/Convention\\_FRA](https://www.echr.coe.int/documents/d/echr/Convention_FRA)) well dann och Leit an extremer Nout viséiert wieren, déi keng aner Méiglechkeet hu wéi ze heesche fir ze iwverliewen!

Ech well an dem Kontext nach de Maître Georges Ravarani, Lëtzebuenger Riichter um Europäesche Gericht fir Mënscherechter zitieren, aus engem Artikel vum 22 Dezember 2023 am Lëtzebuenger Land mam Titel "Rester inquiet" justement iwwert den Arrêt Lăcătuș: **«J'étais d'accord avec le résultat du jugement, mais sur base d'un autre raisonnement. La mendicité est une activité aussi vieille que le monde. Elle peut émaner d'une nécessité, mais aussi d'un choix personnel. A mon avis, c'est une liberté personnelle, tout simplement. Elle ne pourrait être interdite d'une manière générale pour le seul confort des autres qui la trouveraient inconvenante. Il s'agit donc, essentiellement, d'une question de tolérance. La mendicité peut cependant être encadrée pour qu'elle n'empiète pas sur les libertés d'autrui. Et elle peut bien entendu être interdite si elle est intrusive, agressive, voire criminelle. Nul problème à mon avis d'interdire l'obstruction des entrées de magasins ou d'habitations.**

**Mais si les restrictions vont tellement loin qu'elles vident un droit de sa substance, alors il y a un problème par rapport à la Convention Européenne.»**

(<https://www.land.lu/page/article/159/341159/FRE/index.html>)

([http://hudoc.echr.coe.int/#{%22fulltext%22:\[%22Lacatus%22\],%22documentcollectionid%22:\[%22GRANDCHAMBER%22,%22CHAMBER%22\]}\)](http://hudoc.echr.coe.int/#{%22fulltext%22:[%22Lacatus%22],%22documentcollectionid%22:[%22GRANDCHAMBER%22,%22CHAMBER%22]})))

Obschonn den Artikel 11 an der aler Constitutioun fir d'Aschränkung vun enger Fräiheet ee Gesetz virgesinn huet "(3) L'État garantit la protection de la vie privée, sauf les exceptions fixées par la loi."

(<https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/constitution/1868/10/17/n1/consolide/20200519>), wéist déi rezent Evolutioun vum Lëtzebuenger Verfassungsrecht déi kommunal Regulatiounsmuecht weider an hier Schranken. Den neien Artikel 124 seet a sengem zweete Paragraf:

**"Dans les matières réservées à la loi par la Constitution, les règlements communaux ne peuvent être pris qu'en vertu d'une disposition légale particulière qui fixe l'objectif des mesures d'exécution et, le cas échéant, les conditions auxquelles elles sont soumises."**

Och dem Staatsrot no, sinn Notiounen wéi „Sécherheet, [...] Gesondheet oder [...] öffentlech Rou" aus dem Artikel 50 vum Dekreet vum 14. Dezember 1789 "relatif à la constitution des municipalités" se vill vage Begrëffer fir eng legal Basis kennen duer ze stellen:

**"Le Conseil d'État estime, par conséquent, que les notions de « sécurité, [...] salubrité ou [...] tranquillité publiques » auxquelles il est fait référence sont trop vagues pour déclencher la prise de mesures restreignant des libertés publiques."**

(Avis du Conseil d'État du 15 juillet 2022 sur le projet de loi portant modification de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 <https://www.chd.lu/fr/dossier/7993> => <https://wdocs-pub.chd.lu/docs/exped/0132/094/264946.pdf> Sait 4)

Och wann elo de Reglement vun der Stad am Mäerz virun der Verfassungsännerung gestëmmt gouf, ass en dach dono eréischt am Dezember 2023 a Kraaft getrueden.

An esou guer den Avis juridique vum Januar 2024 réit: **"Une intervention du législateur serait ainsi de mise non seulement pour régler spécifiquement la question de la répression de certaines formes de mendicité mais aussi, surtout, pour arrêter le cadre législatif global pour l'adoption des règlements communaux de police."**

Ech appelléieren also hei un de "Bon Sens", de gesonde Mënscheverstand, an et sollt duerfir schnellst méiglech legiféiert ginn, ausser et wéilt een an enger "Insécurité juridique perduréieren" oder wéi de Paperjam et an engem Artikel nennt (<https://paperjam.lu/article/mendicite-incroyable-bourde-le>) et wéilt een eng nei Art vu Gesetzbasis schafen, eng "Loi fantôme".

Menger Meenung no steet den aktuellen Artikel 42 "Dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique, **toute autre forme de mendicité est également interdite** du lundi au dimanche inclus, de 7.00 heures à 22.00 heures, ceci sur toutes les aires de jeux et dans les parkings publics, ainsi que dans les rues, places et parcs publics suivants de la Ville de Luxembourg : [an da kennt eng Opzielung vun all de Stroossen a Plazen]." (<https://www.vdl.lu/sites/default/files/media/document/R%C3%A8glement%20g%C3%A9n%C3%A9ral%20de%20police%20modifi%C3%A9e%20du%2026%20mars%202001.pdf>) aus dem Policereglement vun der Stad Lëtzebuerg op ganz wackelege Féiss, fir net dat Wuert "illegal" ze benotzen. E sollt also direkt ausser Kraaft gesat ginn, an da sollt dir hei am Haus nei a propper legiferéieren, a wann der onbedéngt d'Heeschen aschränken wéilt, et da mol genau definéieren an et och net komplett an der Ouwerstad verbidden. Dëst gëllt och fir Police Reglementer vun de Gemengen Dikrech an Ettelbréck, an eventuell aner Gemengen, mat änleche Verbueter.

Et ass natierlech och am "Projet de loi relative à la sécurité, la sûreté, l'ordre et la vidéosurveillance dans les transports publics" vum 23 Oktober 2023 (<https://www.chd.lu/fr/dossier/8335>), vum Här Bausch initiéiert, de Passus eraus ze huelen, wou dat einfacht Heesche mat enger Amende vu 25 € ze bestrofe wier. Et sinn d'ailleurs genuch aner Handhaben an dem prezise Projet virgesinn.

Merci fir är Opmierksamkeet!

Marc Faramelli